



**PRÉFET
DE L'ORNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau de la coordination interministérielle
et de l'environnement

**ARRÊTÉ DE MISE EN DEMEURE
N° 1122-22-20076**

**Société SOFEDIT
Le Theil-sur-Huisne à Val-au-Perche**

**LE PRÉFET DE L'ORNE
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8 et L. 557-1 à L. 557-60 ;

Vu le code des relations du public avec l'administration et notamment ses articles L.121-1, L.121-2 et L.211-2 ;

Vu le décret du Président de la République en date du 12 janvier 2022 nommant monsieur Sébastien JALLET préfet de l'Orne ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017, relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simple ;

Vu le rapport de l'inspection réalisée le 6 décembre 2022 sur le site de la société SOFEDIT à Val-au-Perche, en date du 10 janvier 2023 et transmis par courrier signé le 10 janvier 2023 ;

Vu le courrier signé le 18 janvier 2023 informant le représentant de l'exploitant des possibilités de sanctions administratives ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

Vu le courrier électronique de l'exploitant en date du 3 février 2023 ;

Considérant que 7 équipements sous pression (ESP) ont fait l'objet d'un refus de requalification périodique en août 2018 ;

Machine	Fabricant	N° ESP	Position
RASKIN 405	ROSSIGNOL	79768	Tête de presse
RASKIN 403	ROSSIGNOL	79779	Tête de presse
RASKIN 403	ROSSIGNOL	79776	Tête de presse
RASKIN 403	ROSSIGNOL	79770	Tête de presse
RASKIN 402	ROSSIGNOL	79763	Tête de presse
RASKIN 402	ROSSIGNOL	79774	Tête de presse
RASKIN 401	ROSSIGNOL	79772	Tête de presse

Considérant que 4 équipements sous pression ont fait l'objet d'un refus de requalification périodique en août 2022 ;

Machine	Fabricant	N° ESP	Position
CL2500	EURO RESERVOIR	5731-3	Sous presse
CL2500	COLL TECHNOLOGY LTD	R5105/5	Passerelle
CL2500	COLL TECHNOLOGY LTD	R5105/6	Passerelle
CL2500	EURO RESERVOIR	5643-1	Tête de presse



Considérant que 2 équipements sous pression ont fait l'objet d'une inspection périodique non satisfaisante en août 2022 ;

Machine	Fabricant	N° ESP	Position
LDD2	ROSSIGNOL	86356	Coulisseau
BENELLI 315	PAUCHARD	F3290	Tête de presse

Considérant que lorsque qu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence lors de l'inspection ou de la requalification périodique d'un équipement sous pression, la remise en service dudit équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle ;

Considérant que le jour de l'inspection, les équipements mentionnés ci-dessus étaient en service sans avoir fait l'objet de réparation suite aux contrôles ;

Considérant que ces équipements, de par leurs caractéristiques d'énergie stockée présentent un potentiel de danger élevé ;

Considérant que le maintien en service d'équipements sous pression ayant fait l'objet d'un refus à l'issue d'une inspection ou requalification périodique est susceptible de porter atteinte à la sécurité du personnel et des installations du site sur lequel ils sont exploités comme à celle de son voisinage extérieur ;

Considérant que l'exploitant est responsable de l'entretien, de la surveillance et des réparations nécessaires au maintien du niveau de sécurité de ses équipements et qu'il retire du service les équipements si leur niveau de sécurité est altéré ;

Considérant qu'il est interdit d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation de requalification valide ;

Considérant que l'article L.171-8 du code de l'environnement dispose qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine ;

Considérant la réponse de l'exploitant du 3 février 2023 qui a évalué dans une analyse de risques l'absence de risques pour le personnel du fait de l'éloignement des postes de travail et de la nature du fluide (air) non toxique, non inflammable ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

La société SOFEDIT à Val-au-Perche, est mise en demeure de régulariser la situation des équipements sous pression (ESP) listés ci-dessous vis-à-vis des exigences de contrôles périodiques prévues aux articles 17 et 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des appareils à pression, ou de les retirer du service.

Machine	Fabricant	N° ESP
RASKIN 405	ROSSIGNOL	79768
RASKIN 403	ROSSIGNOL	79779
RASKIN 403	ROSSIGNOL	79776
RASKIN 403	ROSSIGNOL	79770
RASKIN 402	ROSSIGNOL	79763
RASKIN 402	ROSSIGNOL	79774

Machine	Fabricant	N° ESP
RASKIN 401	ROSSIGNOL	79772
CL2500	EURO RESERVOIR	5731-3
CL2500	COLL TECHNOLOGY LTD	R5105/5
CL2500	COLL TECHNOLOGY LTD	R5105/6
CL2500	EURO RESERVOIR	5643-1
LDD2	ROSSIGNOL	86356
BENELLI 315	PAUCHARD	F3290

Délai : 15 septembre 2023

ARTICLE 2 :

Faute pour la société SOFEDIT de se conformer aux dispositions figurant à l'article 1er du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Caen en application des articles R. 421-1 à R. 421-5 du code de la justice administrative. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée, et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R.421-1 du code de justice administrative).

Il peut être fait appel à cet effet au site internet : <https://www.telerecours.fr/>.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à la société SOFEDIT, dont le siège social est situé : rue de la pêcheirie, Le Theil-sur-Huisne – 61260 Val-au-Perche.

Ce dernier sera publié sur le site internet des services de l'État dans l'Orne pendant une durée minimale de deux mois.

Il sera affiché en mairie par les soins du maire de la commune de Val-au-Perche pendant un mois au minimum. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et transmis au Préfet de l'Orne.

ARTICLE 5 :

Le préfet de l'Orne, le maire de Val-au-Perche, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie (inspection des installations classées), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Alençon, le **16 FEV. 2023**
Le Préfet

Sébastien JALLET